

Adresse du Tribunal compétent

Dossier N°

Date

REQUETE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE

Situation personnelle du requérant / de la requérante



Nom	
Prénom	
Adresse	
Date de naissance	
Profession/Employeur	

Situation familiale du requérant / de la requérante

Conjoint, enfants et personnes faisant ménage commun avec le requérant / la requérante

Lien de parenté, nom et prénom, date de naissance, profession, adresse

.....

.....

.....

.....

.....

Protection juridique

La partie requérante bénéficie-t-elle d'un service d'assistance juridique entièrement ou partiellement gratuit (d'une assurance de protection juridique, d'une association professionnelle ou d'un syndicat, etc.) ? oui no

Si oui, auprès de qui ?

Dans quelle mesure ?

Devoir de collaboration et conséquences d'une violation de ce devoir

Les tableaux ci-dessous doivent être remplis entièrement et conformément à la vérité (sauf en cas de mention «laisser libre»). Les points qui ne s'appliquent pas à la situation du requérant ou de la requérante doivent être biffés.

Toutes les données relatives à la situation financière doivent être prouvées. Les documents existants doivent être produits conjointement à la présente requête. Les revenus seront établis au moyen d'un certificat de salaire ou de la comptabilité commerciale, ou encore, le cas échéant, par des extraits de comptes. Les dépenses invoquées (loyers, primes d'assurances, pensions alimentaires, frais professionnels) doivent être prouvées tant quant à leur existence (p. ex. au moyen de contrats, confirmations, factures) qu'en ce qui concerne leur paiement régulier (quittances), faute de quoi elles ne seront pas prises en considération. Le solde de tous les comptes doit être prouvé. Des informations plus détaillées ressortent de la Circulaire de la Cour d'appel du canton de Berne et du Tribunal administratif du canton de Berne jointe à la présente formule.

Les requêtes incomplètes ou ne comprenant pas les moyens de preuve requis seront tenues pour retirées. De fausses indications peuvent entraîner le retrait immédiat de l'assistance judiciaire gratuite et une obligation de restitution.

Indications relatives à la situation économique
--

1. Revenus

	du requérant/ de la requérante	du conjoint	laisser libre
1.1 Revenu de l'activité professionnelle des 12 derniers mois (brut)			
1.2 Salaire mensuel <input type="checkbox"/> Salaire horaire <input type="checkbox"/> (horaire hebdomadaire:)			
1.3 13e salaire mensuel	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
1.4 Gratifications, primes de fidélité par an			
1.5 Autres prestations pécuniaires ou en nature, par mois (p.ex. bourse d'études, repas, logement, frais de déplacement)			
1.6 Revenus accessoires mensuels (p.ex. conciergerie,)			
1.7 Revenus annuels de biens immobiliers (location, droit d'habitation)			
1.8 Revenus annuels de placements, de titres			
1.9 Indemnités mensuelles de chômage			
Indemnités pour perte de gain (p.ex. indemnités journalières)			
1.10 Rentes mensuelles (AVS, AI, autres assurances)			
1.11 Pensions alimentaires, par mois			
1.12 Revenus mensuels d'enfants mineurs ou majeurs faisant ménage commun avec le requérant ou la requérante			
1.13 Contributions mensuelles d'enfants ou de tiers à l'entretien du requérant ou de la requérante			
1.14 Autres revenus mensuels Autres revenus annuels			

2. Charges

	du requérant/ de la requérante	du conjoint	laisser libre
2.1 Primes d'assurances sociales (dans la mesure où elles ne sont pas déjà déduites du revenu)			
2.2 Loyer et frais accessoires du loyer			
2.3 Frais professionnels, par mois (trajets, repas, formation)			

2.4	Primes d'assurance-maladie (subventions déduites)			
2.5	Impôts			
2.6	Frais médicaux extraordinaires non à la charge d'une assurance			
2.7	Intérêts hypothécaires			
2.8	Pensions alimentaires, par mois des enfants)			
2.9	Autres charges (p.ex. maman de jour, éducation			

3. Fortune

		du requérant/ de la requérante	du conjoint	laisser libre
3.1	Immeubles (valeur officielle:) Valeur d'assurance			
3.2	Parts dans des successions non parta- gées			
3.3	Valeur de rachat des assurances-vie			
3.4	Meubles et autres valeurs mobilières Valeurs d'assurance			
3.5	Véhicules: année de construction			
	Marque			
	N° d'immatriculation			
	Prix d'achat			
3.6	Créances			
3.7	Comptes d'épargne, actions, obligations			

4. Dettes

		du requérant/ de la requérante	du conjoint	laisser libre
4.1	Dettes commerciales remboursements mensuels			
4.2	Dettes privées remboursements mensuels			
4.3	Impôts			
4.4	Saisies de salaire ou d'autres biens mobi- liers (Office des poursuites:)			

Justificatifs

Toutes les pièces (photocopies) nécessaires à l'évaluation de la situation financière du requérant ou de la requérante doivent être jointes à la requête, notamment:

- Dernière taxation fiscale entrée en force pour l'année :
- Déclaration d'impôt actuelle pour l'année :
- Extraits de comptes actuels
- Justificatifs des dettes
- Attestation de salaire actuelle
- Justificatifs des charges
- ou*
- Attestation actuelle de l'Office des oeuvres sociales établissant le moment du début et le montant des prestations d'aide sociale
- Budget actuel d'aide sociale établi par l'Office des oeuvres sociales
- ou*
- Attestation actuelle de l'autorité compétente en matière de prestations complémentaires à l'AVS/AI (PC) établissant le moment du début et le montant des PC
- Formule de calcul de PC actuelle émanant de l'autorité compétente en matière de PC

Déclaration du requérant ou de la requérante ou de son/sa représentant/e légal

Je déclare que les renseignements fournis ci-dessus sont conformes à la vérité.

Lieu: Date:

Signature: